

# **Socialisation, capitalisme et socialisme**

## **Xavier Werner**

### ***In Cahiers de critique communiste***

#### **Le marxisme face au capitalisme contemporain**

L'hégémonie de la pensée libérale repose sur deux piliers. Le premier est que la concurrence et l'absence de contraintes dans le domaine économique (le libéralisme ou une forme plus adoucie de défense de la concurrence) permettent d'aboutir à une économie efficace et juste, où l'honnête travailleur est rémunéré pour son travail, et le fainéant durement sanctionné. Le second pilier de la défense du capitalisme est une naturalisation de la propriété, qui tend à en faire un droit inaliénable. Le bourgeois, pour qui le capital est la raison de vivre, ne peut supporter l'idée d'expropriation, même si celle-ci se fait pour l'intérêt du plus grand nombre.

Marx a longuement critiqué cette vision abstraite de la concurrence. Il en a analysé à la fois les ressorts politiques, la défense des intérêts des classes économiquement dominantes, et les résultats économiques effectifs. Sur ce terrain, Marx a défendu une vision opposée, fondée sur l'observation de la réalité sociale et économique de son époque. Plus que les lois tendanciennes, comme la chute du taux de profit ou la tendance à la paupérisation, la partie de son analyse la plus importante concerne la critique de la production capitaliste, qui repose sur deux remises en cause, statique et dynamique. En effet, le cœur de la production marchande consiste à produire pour le marché qui révèle *a posteriori* si la production répond à une demande solvable. Ainsi une première critique concerne le gâchis capitaliste, que l'on peut mesurer effectivement par les faillites d'entreprises, lié à l'impossibilité de déterminer l'utilité d'un plan de production « en demandant » leur avis aux clients ou aux usagers. Le « saut périlleux de la marchandise », de l'usine au marché, ne se passe pas toujours bien. Par ailleurs, le marché ne détermine l'orientation de la production que par la demande solvable.

Une utilisation plus rationnelle du pouvoir productif des technologies modernes consisterait sans nul doute à l'orienter vers la satisfaction de besoins sociaux de populations non solvables, comme celles de pays du sud, ou même de pays dits développés. Au lieu de cela la production capitaliste s'oriente vers la satisfaction des plus « solvables » et les demandes névrotiques pour des produits de luxe et les consommations ostentatoires. Une seconde critique de la concurrence concerne non plus le fonctionnement instantané du marché, mais sa capacité à gérer les processus d'accumulation dans le temps et d'éviter les crises. Pour Marx, le capitalisme est fondamentalement cyclique et connaît des crises régulières de surproduction. Cette partie de l'analyse de Marx a gardé toute sa pertinence. La bulle Internet et l'engouement spéculatif aux Etats-Unis de 1995 à 1999 relèvent d'une crise de surproduction qui correspond exactement aux analyses de Marx. Les crises financières, comme la crise asiatique relève d'une logique un peu différente liée au fonctionnement du capitalisme financiarisé, mais reste proche des analyses de Marx dans le livre III du *Capital*.

Cette critique des méfaits de la marchandisation du monde et des dangers de la concurrence généralisée est reprise avec force par le mouvement altermondialiste qui exprime une demande claire pour une socialisation de la production. Ainsi, cette revendication prend une portée profondément anticapitaliste et fait figure de mode alternatif de gestion de l'économie. Le socialisme, et pas forcément d'héritage marxiste, se confond avec cette volonté d'accroître la socialisation de la production, c'est-à-dire la gestion collective des ressources économiques par délibération politique. La socialisation est ainsi la réintroduction de la discussion politique dans le fonctionnement de l'économie. Elle s'oppose à la coordination par le marché qui ne sanctionne la production que par « la loi de l'offre et la demande ». Le but de ce chapitre est de montrer que l'analyse des formes de socialisation est une ligne d'analyse essentielle pour comprendre à la fois le comportement des économies capitalistes et les différents projets socialistes. En effet, il serait faux de croire que le capitalisme constitue une anarchie totale et que le socialisme n'est qu'un monde de parfaite socialisation.

Les sociétés capitalistes se différencient suivant leurs formes de socialisation. Et vice versa,

plusieurs projets socialistes se fondant sur des formes différentes de socialisation cohabitent au sein même de la gauche radicale. Ce sont ces deux questions que l'on va examiner successivement.

## **Les formes de socialisation dans le capitalisme**

Le capitalisme s'est construit dans un double mouvement. Il s'est d'abord imposé par la destruction des formes collectives de coordination, les corporations, issues de l'ordre féodal. Par ailleurs, les luttes du mouvement ouvrier ont créé des formes alternatives de socialisation qui ont été d'abord réprimées avant d'être finalement intégrées au fonctionnement des économies. Ainsi, dès 1791 la loi le Chapelier, interdit dans un même temps les corporations d'ancien régime, c'est-à-dire les formes passées d'organisation de la production, et interdit du même coup, les associations ouvrières, formes nouvelles d'action collective promise à un avenir. En effet, alors que le discours de légitimation repose en dernière instance sur une foi dans le libéralisme économique et donc sur le déni de l'intérêt des formes collectives de coordination, l'étude du fonctionnement concret des sociétés capitalistes montre qu'elles sont pétries de formes partielles de socialisation qui conditionnent leur performance économique. Il ne faut cependant pas croire que ces formes partielles seraient le seul produit de l'organisation du mouvement ouvrier, comme pour les syndicats par exemple. Elles peuvent être le produit des classes dominantes pour contourner les mécanismes marchands afin de défendre leur intérêt.

A ce titre, à l'issue de crises capitalistes ou à des fins impérialistes, les classes dominantes ont très tôt su organiser la production autour de l'appareil d'Etat afin de mobiliser toutes les ressources dans un effort guerrier. De même, sous une forme plus extrême encore, le fascisme consiste à déléguer le pouvoir politique et économique à une milice d'Etat dans le but de mettre au pas le mouvement ouvrier. Dans les situations extrêmes, les classes dominantes ont ainsi su trouver les formes de socialisation de leur intérêt et de contournement des mécanismes marchands. Dans des cas moins extrêmes, se sont créées, au cours des crises et des conflits entre des fractions de la bourgeoisie, des instances de coordination qui socialisent les conflits au sein d'institutions nationales et internationales chargées de trouver des compromis.

Ainsi, l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) a pour fonction d'arriver à établir des trêves entre des marchands internationaux prêts à s'entre-tuer pour des parts de marché. De même, aux Etats-Unis la gestion publique des lois antitrust a pour fonction de discipliner les capitalistes au nom de leur propre intérêt bien compris. On pourrait multiplier les exemples qui mettent en lumière les formes de coordination collective des capitalistes. Il ne s'agit pas de penser que la dynamique du capitalisme soit le fruit de la socialisation consciente de l'intérêt bourgeois face aux salariés, le bourgeois est bien trop égoïste pour cela, il est prêt à remettre en cause les cadres collectifs s'il perçoit que c'est son intérêt. L'évolution de l'ONU et le non-respect des différents accords internationaux sont là pour rappeler cette vérité immuable.

Une autre forme de socialisation essentielle dans le capitalisme passe inaperçue et est pourtant structurante. Il s'agit de la socialisation de l'outil monétaire au sein des banques centrales. Les Etats-Unis sont en cela exemplaire. La création de leur banque centrale est très tardive et ne remonte qu'à 1913. En effet, le fait qu'une banque centrale décide seule des taux d'intérêts crée une institution au-dessus du marché et n'est pas très libéral. C'est la succession des crises bancaires à la fin du XIXème siècle qui a forcé les capitalistes à accepter qu'une institution publique détermine les taux d'intérêt. Depuis, pour assurer que la banque centrale détermine ceux-ci dans l'intérêt des rentiers, elles ont dû s'arracher aux institutions démocratiques et revendiquer leur conservatisme.

En face de ces institutions défendant les intérêts des capitalistes, se sont construites des formes de socialisation issues de la lutte du mouvement ouvrier. Celles-ci sont nombreuses historiquement : les clubs et milices sans-culottes de la révolution française, les associations ouvrières, les bourses du travail, les coopératives ouvrières, les syndicats. Ces instances d'action collective avaient pour but essentiel de participer à la socialisation du marché du travail c'est-à-dire à détruire le mécanisme marchand de gestion de la main-d'œuvre, qui vise à la mise en

concurrence des travailleurs.

En plus de ces formes relativement pérennes existent des moments rapides de socialisation que sont les grèves et les mouvements sociaux. Les principales conquêtes en matière de droit du travail sont le fruit de ces luttes collectives pour sortir les êtres humains de la catégorie de marchandise. De même, l'histoire de l'après-guerre en France et dans nombre d'économies capitalistes est l'histoire de la conquête de lieux de socialisation qui dépassent le strict marché du travail. Ainsi, du fait d'une pression sociale énorme au sortir de la guerre, les principaux pays capitalistes ont accepté de socialiser la retraite et la santé, avec la création et la montée en puissance de la Sécurité Sociale. La notion de salaire socialisé est ainsi essentielle pour comprendre que cette socialisation passe par l'intermédiaire des cotisations sociales de la gestion de retraite, du chômage et de la santé des salariés. Enfin, les services publics « à la française », sont précisément des lieux de production qui échappent à la logique marchande en s'adossant au budget de l'Etat. Une manière simple de cerner les formes de socialisation au sein de la société française est de se référer aux recommandations de la Commission Européenne : la plupart d'entre elles visent purement et simplement à détruire les lieux de socialisation afin de satisfaire à un dangereux idéal de concurrence parfaite.

On le voit, les formes de socialisation sont très présentes dans le capitalisme et sont importantes pour comprendre sa dynamique. Elles expriment les intérêts des capitalistes, des salariés, des compromis de classes, ou encore des intérêts issus de différenciations politique difficilement réductibles à la lutte des classes, ethniques ou religieuses. Plus que la reconnaissance des formes de socialisation au sein du capitalisme, il est nécessaire de catégoriser celles-ci, pour avoir à la fois une compréhension profonde du fonctionnement économique et pour analyser celles susceptibles de constituer des points d'appui pour un projet socialiste.

Il convient ici de souligner une tension au sein de l'analyse économique marxiste entre l'analyse institutionnaliste que l'on développe ici, fondée sur l'interdépendance de la politique et de l'économique, et la stricte théorie économique marxiste fondée sur la théorie de la valeur, et développée par Michel Husson dans ce même ouvrage. En effet, la théorie de la valeur travail a du mal à intégrer les lieux de socialisation à son analyse du développement économique. En effet, les institutions déforment la théorie de la valeur travail, limite la concurrence et les péréquations du taux de profit. On peut avancer l'idée que les principales lacunes dans les analyses de Marx concernant le temps long, comme la théorie de la paupérisation ou la baisse tendancielle du taux de profit, proviennent de la non-intégration à la pensée économique des institutions qui déterminent le fonctionnement des économies capitalistes. Pour résumer à l'extrême, dans la première section du *Capital*, les institutions sont présentes mais trop implicites pour penser la variété des capitalismes.

Sans prétendre à l'exhaustivité, on peut à l'aide des analyses de la théorie de la régulation<sup>1</sup>, faire une synthèse des principales institutions du capitalisme qui portent les lieux de socialisation les plus importants. Trois principales institutions sont repérées au sein des économies capitalistes. La première est l'Etat par lequel passe aujourd'hui presque la moitié de la richesse produite (environ 44 % du PIB en France) qui est allouée par un mécanisme non marchand, reposant essentiellement sur un processus administratif. La seconde institution concerne le marché du travail. Elle articule à la fois les syndicats pour ce qui est de la détermination des conditions de travail et des rémunérations, les éléments du droit du travail comme le salaire minimum, etc. et enfin des lieux de socialisation propres au salariat, comme la Sécurité Sociale en France. La troisième institution concerne la gestion de l'outil monétaire, qui est concentrée aujourd'hui dans de nombreux pays aux mains des banques centrales indépendantes. Encore une fois, ces instances de décision non-marchandes ne sont pas les lieux de coordination de fraction de classe homogène du salariat ou des capitalistes, de nombreux compromis de classe sont cristallisés au

---

<sup>1</sup> Le texte de présentation de l'Ecole de la Régulation est *La théorie de la régulation : une analyse critique* de Robert Boyer, à La Découverte, collection *Agalma*. Pour un exemple d'analyse, on peut se référer à *Les capitalismes en Europe*, sous la direction de Crouch et Streeck, à la Découverte. Enfin, le texte fondateur, se revendiquant de l'analyse marxiste est *Régulation et crises du capitalisme, l'expérience américaine*, de Michel Aglietta, réédité chez Odile Jacob.

sein de ces lieux de socialisation, figeant ainsi les rapports de force qui ont prévalu au moment de leur détermination. Ainsi, les banques centrales indépendantes sont essentiellement l'expression de l'intérêt des rentiers et de capitalistes qui ont pour religion une inflation nulle qui ne dévalorise pas leur capital. Les institutions du marché du travail en France sont essentiellement héritées des compromis d'après guerre où le pouvoir politique des salariés était très important et adossé à celui des partis communistes.

L'intérêt de cette réflexion sur les formes de socialisation partielle et des intérêts de classe qu'elles défendent permet de comprendre en profondeur l'évolution des économies capitalistes en articulant l'évolution des contradictions de classe et leurs interdépendances avec les mécanismes économiques. Elle permet par ailleurs de comparer les économies capitalistes entre elles. Par exemple, le fonctionnement du capitalisme japonais et du capitalisme américain est radicalement différent. Les lieux de socialisation du capitalisme japonais proviennent à la fois des compromis de classe de l'ère Meiji au XIX<sup>ème</sup> siècle, au moment où le pays s'engage de manière coordonnée vers la modernisation technique, et des compromis de classe de l'après-guerre où la contestation ouvrière était très importante et radicale. Le résultat est qu'au Japon l'orientation productive est très centralisée au sein du Ministère de l'Industrie (MITI) et que les négociations salariales sont aussi elles aussi centralisées avec un chômage relativement faible jusqu'en 1990, un taux de croissance élevé. Les classes dominantes obtiennent en contrepartie une adhésion au travail et une discipline ouvrière sans égal dans les autres pays capitalistes. Enfin, la gestion monétaire s'est faite très laxiste, et la proximité des banques et des entreprises au sein des grands groupes a permis de subordonner le crédit aux besoins des entreprises. Cette analyse très succincte n'a pour but que de fournir un exemple de l'importance de l'étude attentive des formes de socialisation des compromis de classes pour comprendre la dynamique des pays capitalistes. L'on ne peut ni ne doit invoquer simplement l'anarchie capitaliste et embrasser l'ensemble des économies capitalistes dans un même mouvement pour postuler des lois économiques générales. C'est probablement en s'appuyant sur la compréhension fine des économies capitalistes qu'un projet socialiste peut se construire, en s'appuyant sur des mécanismes politiquement et économiquement viables.

## **Socialisme et socialisation**

La question des formes de socialisation que l'on veut promouvoir au sein du socialisme est la question centrale pour étudier sa viabilité et son fonctionnement économique. Cette question a souvent été abordée par son envers : de longs débats au sein des organisations et intellectuels socialistes ou communistes ont eu lieu afin de trancher le rôle de mécanismes économiques non socialisés, c'est-à-dire reposant sur le marché, au sein du socialisme. Quelle place pour le marché dans le socialisme ? Cette question est peut être plus intéressante lorsqu'elle est formulée sous l'angle des lieux de socialisation, car elle nécessite d'emblée une réflexion sur les formes et les lieux de délibération politique. Elle pose ainsi de manière centrale la question du débat politique.

Plusieurs options sont en débat, qui définissent autant de projets socialistes. La première position est celle d'une socialisation intégrale de l'économie, défendue par Ernest Mandel, la seconde est la socialisation de l'investissement au sein des grands moyens de production et d'échange, comme les banques ou les entreprises industrielles. La troisième est la socialisation de la gestion des entreprises, l'autogestion au sens strict. La quatrième est la socialisation du marché du travail revendiquée par Bernard Friot.

Ces quatre options sont présentées de manière polaire afin de mettre en lumière les questions sous-jacentes avec une rapide discussion des critiques qu'on peut leur adresser. Les trois dernières options, qui visent à des formes partielles de socialisation, ne doivent pas être considérées comme exclusives et ne doivent surtout pas laisser penser qu'il faudrait choisir entre elles. Un projet de socialisme réaliste sera nécessairement un composé des ces derniers et le socialisme qui adviendra, peut-être, surprendra tout le monde. Néanmoins, la réflexion sur les formes principales de socialisation que l'on veut promouvoir constitue un guide pour l'action et pour la réflexion programmatique. Elle permet par ailleurs de réfléchir à d'éventuelles tensions dans l'application d'un programme réaliste de transition vers le socialisme. Les auteurs que l'on mobilise ici défendraient probablement l'idée qu'il faut avancer vers la socialisation dans toutes les

directions. Cependant, chacun d'entre eux défend des inflexions propres vers des formes de socialisation particulières<sup>2</sup>. La réflexion sur la socialisation totale de l'économie est importante. On défendra en effet l'idée que celle-ci n'est pas souhaitable dans le moyen terme. La compréhension des arguments qui aboutissent à ce résultat est essentielle pour la réflexion sur les formes partielles de socialisation.

## **La socialisation intégrale de l'économie**

Cette idée est revendiquée par des économistes comme Ernest Mandel, et trouve de nombreux défenseurs au sein du courant marxiste à commencer par Marx lui-même dans certains de ses écrits. En effet, la production marchande sépare artificiellement l'économie du politique. Le marché soumet les travailleurs à la tyrannie de l'offre et de la demande. Il tend à transformer en chose les produits du travail, qui sont échangés de manière anonyme et non coordonnée. Le résultat est que les travailleurs sont soumis à des pseudo-lois économiques, qui ne sont que le résultat de cette absence de coordination et qui conduisent aux crises, aux inégalités et au chômage. La socialisation intégrale permet de dissoudre l'économie dans les choix politiques. La société alors consciente des vraies contraintes de ressources auxquelles elle fait face peut alors permettre à chacun de travailler selon ses compétences et de recevoir suivant ses besoins. Le scandale de population affamée au Sud et de travailleurs inemployés au Nord trouverait alors une solution dans la coordination politique. Cet axe de critique fondamentale de la production marchande se développe par les critiques de la réification et de l'aliénation produites par la société marchande.

Le problème repose cependant sur l'organisation de la délibération collective. En effet, comment un processus délibératif peut-il permettre de coordonner les milliards de produits différents qui circulent quotidiennement dans les économies capitalistes ? Comment introduire dans un débat démocratique le nombre encore plus grand de choix économiques réalisés par les travailleurs ? Ceux-ci mobilisent des connaissances particulières pour déterminer des choix techniques : j'utiliserai ici tel matériau pour ce mur car je sais par expérience qu'il est le plus adapté. Comment ces connaissances tacites, au nombre incalculable, peuvent-elles être utilisées au sein d'un processus délibératif ?

Le marché n'est pas totalement anarchique, il permet aussi la décentralisation radicale des choix économiques. Au sein des économies marchandes, la résolution de ces questions est fort simple. On me donne un peu d'argent pour construire un mur et je vais acheter les matériaux qui me semblent adaptés. La première idée qui vient pour trouver une alternative au marché est d'envisager de créer une vaste administration avec des agents qui récoltent les informations sur les besoins, et sur les possibilités techniques pour résoudre les problèmes de production. Après tout, n'est-ce pas ce que fait chaque entreprise ? Cette idée de transformation de l'économie en une manufacture unique se retrouve par exemple chez Lénine. Mais ce qui marche au niveau de l'entreprise, pour quelques centaines de produits peut-il aussi facilement se généraliser pour des milliards de produits ? On imagine la production de bureaucratie que cela impliquerait, l'opacité dans les prises de décision, les kilos de rapports pour rendre compte des choix de chaque agent. Après tout, il suffit de regarder le fonctionnement de l'URSS. Le marché produit des informations, les prix qui sont connus de tous et communs à tous les acheteurs, il constitue un formidable outil de décentralisation, de production d'information, d'agrégation des choix individuels et de coordination. Pourquoi une société socialiste n'utiliserait-elle pas cet outil intéressant pour permettre aux travailleurs de faire leur choix sur différents marchés ? Refuser le marché, c'est se priver d'un instrument très efficace.

## **Du marché à l'autogestion**

Les analyses les plus profondes sur le marché proviennent de deux traditions intellectuelles. La

---

<sup>2</sup> Un ensemble de textes essentiels sur les modèles de socialisme se trouve sur le site du GESD, <http://hussonet.free.fr/gesd.htm>. On peut reporter notamment au texte de Catherine Samary « Les conceptions d'Ernest Mandel sur la question de la transition au socialisme » pour une présentation des idées de Mandel, à son autre texte, « Des buts et des moyens: quel projet autogestionnaire socialiste », pour une présentation de son projet autogestionnaire. Enfin un texte de base et stimulant est « Pour la socialisation du marché » de Diane Elson.

première est la tradition libérale en ce qu'elle a de plus extrême et radicale : l'école autrichienne<sup>3</sup>. Pour les économistes, comme von Hayek ou von Mises, le marché est l'outil parfait car on ne peut socialiser sans perdre de l'information. Ils sont libéraux au point de vouloir détruire l'Etat, détruire les banques centrales pour mettre les monnaies en concurrence, etc. Leur réflexion sur le rôle et la nature de l'information dans les économies capitalistes est des plus intéressantes. Un deuxième courant de défense du rôle du marché provient de la tradition socialiste non marxiste. Le premier et le plus conséquent est probablement Léon Walras. Cette économiste a eu une destinée étrange. Ardent socialiste de la fin du XIXème siècle, il défendait l'idée que le marché était la meilleure forme de coordination des coopératives ouvrières, à la condition de nationaliser la terre. Il a développé des modèles mathématiques pour démontrer scientifiquement sa théorie, qui ont ensuite servi de fondement à la pensée économique dominante, au point que l'économie walrassienne est systématiquement utilisée pour justifier toutes les privatisations et toute forme de libéralisme économique. Il convient juste de noter ici qu'il défendait un socialisme de marché, coordonnant des coopératives ouvrières. Cette position est très proche de la défense de l'autogestion.

En effet, si le marché est un mécanisme utile pour la coordination des travailleurs pourquoi ne pas le conserver pour l'allocation des biens ? Le scandale du capitalisme est de considérer que l'on a un droit de contrôle sur le fonctionnement des entreprises seulement parce que l'on détient une majorité (voire moins) des actions. La propriété du capital permet aux capitalistes d'avoir un double droit. D'une part, ils ont droit au revenu des entreprises, d'autre part, ils ont le droit de gérer l'entreprise, décider d'embaucher ou de licencier, d'investir ou pas. Le principe central de l'autogestion est de socialiser la gestion des entreprises par les travailleurs eux-mêmes, tout en conservant le marché pour l'allocation des biens. L'entreprise appartient aux travailleurs, ils perçoivent le profit, décident eux-mêmes de la façon de produire, d'embaucher, etc. L'autogestion est donc une forme partielle de socialisation au sein des entreprises.

La critique principale de l'autogestion est qu'elle ne résout pas les problèmes du mauvais fonctionnement du marché, qui concernent le chômage et les inégalités. Imaginons en effet qu'un processus d'innovation technique permette à une entreprise autogérée d'être beaucoup plus productive et de vendre beaucoup plus. Nécessairement, elle va gagner des parts de marché sur d'autres entreprises autogérées. Les revenus de l'entreprise chanceuse vont augmenter, elle va peut-être embaucher. Les revenus des autres entreprises vont diminuer ; les salaires vont diminuer, tout comme l'emploi. Des salariés seront au chômage, retrouveront peut-être un emploi, enfin les inégalités augmenteront. Cette dynamique est tout à fait banale dans le capitalisme, mais est-elle souhaitable dans une société socialiste ? La réponse est évidente : si un accroissement de la démocratie au sein des entreprises est une condition nécessaire au socialisme, confier au marché le soin de déterminer les revenus et l'allocation du travail revient à accepter une évolution des inégalités et l'existence d'un chômage involontaire.

### **La socialisation de l'investissement**

Une troisième forme de socialisation est souvent avancée pour pallier l'inefficacité de la coordination marchande pour orienter les choix productifs les plus importants. Le marché est conservé pour les biens de consommation, avec un éventuel contrôle des prix pour améliorer le fonctionnement, mais les décisions d'investissement sont centralisées et sont soumises à un processus de délibération économique. Cette option est défendue par Michel Husson<sup>4</sup>. La différence entre les biens de consommation et les biens d'investissement est importante. La décision d'investissement concerne l'orientation générale à long terme de l'appareil productif et sa capacité à satisfaire les besoins sociaux. La répartition des biens de consommation peut être laissée au libre choix individuel par le marché. Ce projet socialiste, la socialisation de l'investissement, est en fait une radicalisation du projet keynésien. Ce dernier, théorisant la crise de 1929 a pensé de manière très profonde les contradictions du capitalisme. Même si son

---

<sup>3</sup> Le texte le plus intéressant d'Hayek sur ce point est probablement l'article de 1937 « Economics and knowledge », dans la revue *Economia*. Enfin, la déclaration antisocialiste la plus intéressante est *Le socialisme*, de Mises.

<sup>4</sup> Michel Husson, *Misère du capital*, Syros 1996, chapitre 7, « L'hypothèse socialiste »  
<<http://hussonet.free.fr/gesd.htm>>

ambition était de sauver le capitalisme, sa compréhension de l'économie peut servir de base à un projet authentiquement socialiste.

Bien sûr, ce projet ne se pose pas comme alternatif au projet autogestionnaire. Cependant, il convient de signaler une tension. Les entreprises d'investissement ne peuvent être autogérées. En effet, les choix d'investissement, l'évolution des effectifs sont décidés par un processus délibératif global et ensuite imposé aux entreprises, qui les mettent en œuvre. Comme le résultat des ventes ou le profit des entreprises n'intervient aucunement pour estimer l'utilité sociale des investissements, ces entreprises seront subventionnées et la rémunération des salariés sera un choix politique indépendant du marché du travail. Ainsi, le principe autogestionnaire radical ne concernerait que les entreprises de production des biens et services finaux, qui ne concernent qu'une minorité de salariés. En effet, la superposition des instances de socialisation ne peut se faire sans leur hiérarchisation.

### **La socialisation du marché du travail**

Le dernier projet de socialisation abordé dans ce texte concerne le marché du travail. En effet, Bernard Friot propose<sup>5</sup> dans *Puissances du salariat* une historicisation de la construction de la Sécurité Sociale française qui place comme acteur principal le salariat, qui crée les institutions qui socialisent le marché du travail et enlèvent au marché le soin de gérer les revenus, la formation la gestion des risques de chômage ou de santé, etc. De cette analyse se dégage un projet socialiste qui vise à socialiser le marché du travail et à laisser au marché le soin d'allouer les marchandises, biens finaux comme biens d'investissement. Ce projet constitue le passage à la limite des institutions actuelles. La retraite, les indemnités de chômage, les frais de santé, la rémunération pendant les périodes de formation, initiale comme permanente, seraient décidés par des choix politiques. La condition pour que ce projet soit authentiquement socialiste est que le profit soit redistribué, ou bien aux travailleurs comme dans le cas de l'autogestion, avec les mêmes avantages et inconvénients, ou bien à l'Etat qui l'utilise pour financer de nouvelles entreprises. Il ne s'agit pas ici de détailler une économie possible fondée sur la socialisation intégrale du marché du travail. Cet exercice est réalisé lors de la réflexion sur ce que l'on appelle les modèles socialistes, qui sont des constructions totalement hypothétiques qui visent à étudier la viabilité des projets socialistes. Cette description a seulement pour objectif de montrer l'existence d'un projet socialiste concentrant la socialisation de la rémunération des travailleurs, et moins sur l'orientation de la structure productive.

L'objet de ce texte était de montrer que les formes de socialisation sont essentielles à la fois pour comprendre la dynamique des capitalismes, et pour fonder un nouveau projet socialiste. Même si le capitalisme repose principalement sur la confrontation des intérêts et des choix privés, il est structuré autour de lieux de socialisation qui sont la cristallisation de compromis ou d'intérêt de classe. Enfin, une fois que l'on a fait le deuil d'une utopie de socialisation intégrale et transparente, la question du socialisme est précisément la détermination des lieux nécessaires de socialisation et le choix de leur hiérarchisation.

---

<sup>5</sup> Bernard Friot, *Puissances du salariat*, La Dispute, 1999.